

Dépôt de documents

Le premier ministre (M. Mulroney) et les ministériels s'étaient vantés à la Chambre qu'ils contrôlèrent les taux d'intérêt. Aujourd'hui, la population doit verser deux milliards de dollars de plus simplement parce que le gouvernement n'a pas réussi à assumer ses responsabilités financières. C'est un fait.

Il y a six mois, le gouvernement annonçait que cette année, il lui suffirait de 30,1 milliards de dollars pour financer la dette nationale. Aujourd'hui cela va coûter 32,1 milliards de dollars, seulement six mois plus tard. Le gouvernement parle d'empêcher les taux d'intérêt de monter et il n'y est pas parvenu. Ce que je viens de dire en est la preuve.

Le premier ministre de l'Ontario veut qu'on empêche les taux d'intérêt de monter. Le premier ministre Bourassa qui a eu des rapports amicaux avec le premier ministre du Canada dans certaines circonstances, le veut également. Le premier ministre du Canada a déçu la province de Québec et son premier ministre. Les chambres de commerce du Canada comme l'Association des manufacturiers canadiens désirent que le gouvernement empêche les taux d'intérêt de monter.

M. Mazankowski: Qu'avez-vous fait lorsque les taux d'intérêt étaient de 23 p. 100? Quel toupet!

M. Hopkins: Le ministre demande ce que nous avons fait. Il y a un instant, très content de lui, il a comparé cette situation au début des années 80. C'est ce que je veux dire lorsque je parle de la façade derrière laquelle le gouvernement s'abrite. Le ministre sait très bien, comme tous les Canadiens, qu'au début des années 80 on a subi la plus grande récession que le monde ait connue depuis les années 30—sous un gouvernement conservateur à l'époque—et c'est un fait également.

M. Mazankowski: Accusez quelqu'un d'autre.

M. Hopkins: Parlons des détails du plan de dépenses déposé aujourd'hui par le gouvernement. Et les réserves dans les fonds qui n'ont pas été affectés pour 1988-89? Lorsqu'on y songe, on se demande quand on va déclencher les élections. Le gouvernement a attribué 1,7 milliard de dollars à l'enveloppe destinée aux réserves déterminées. Comme vous le savez, monsieur le Président, puisque vous siégez à la Chambre depuis longtemps, l'argent des réserves générales peut être affecté presque à n'importe quoi. Quelle belle caisse noire cela constitue pour une campagne électorale! Le gouvernement a affecté 2,5 milliards de dollars à cette enveloppe. Il parle de responsabilité financière et conserve dans les réserves, dans la caisse noire destinée aux prochaines élections, la somme totale de 4,2 milliards de dollars.

M. Boudria: Quelle honte!

M. Mazankowski: C'était 6,1 milliards de dollars l'année dernière. De quoi parlez-vous?

M. Hopkins: Il faut se demander si c'est une année électorale. Où sont les avantages? Où est la responsabilité financière dont nous avons entendu parler en 1984, et dans les grands discours du gouvernement depuis?

M. Boudria: Parlons de Sinc Stevens.

M. Hopkins: Il y en a un autre, monsieur le Président. Mon collègue de Glengarry—Prescott—Russell (M. Boudria) demande que l'on parle du député de York—Peel (M. Stevens). Il se trouve qu'il allait faire l'objet de ma prochaine remarque.

A la page 24 du budget des dépenses du Conseil privé sous la rubrique de la commission d'enquête sur l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale, le député de York—Peel, nous voyons que le gouvernement a dépensé 2,9 millions de dollars pour cette commission d'enquête. Il ne s'agit que d'une seule enquête sur un ministre et le gouvernement parle de responsabilité financière. Nous avons construit l'aéroport de Pembroke et de cette région pour à peu près la même somme d'argent. Une localité se passe d'aéroport ou d'autre chose à cause des 2,9 millions de dollars que le gouvernement a dépensés pour le député de York—Peel, l'ancien ministre de l'Expansion industrielle régionale.

Le gouvernement parle de réduire l'effectif de la Fonction publique. Au nom du ciel, soyons réalistes et honnêtes avec les Canadiens. Le gouvernement réduit l'effectif de la Fonction publique un jour et le lendemain il réembauche des sous-traitants pour faire le même travail que les fonctionnaires auparavant. Si le travail n'est pas bien fait, que se passe-t-il? Quelqu'un d'autre doit venir le terminer et il y a des frais supplémentaires. À mesure que le gouvernement essaye de réduire l'effectif de la Fonction publique, il accorde au même rythme des contrats à des sous-traitants.

Je pourrais parler de l'agriculture, et je suis sûr de faire plaisir à notre porte-parole en matière agricole en disant que le gouvernement est évidemment en train de détruire en fin de compte la Société du crédit agricole.

M. Boudria: Il la met en pièces.

M. Hopkins: Il la met en pièces. C'est indubitable, c'est noir sur blanc.

Parlons maintenant des merveilles qu'il fait au plan de la défense nationale. C'est bien la pire mascarade que j'aie jamais vue de ma vie. Le gouvernement s'était engagé à relever de 3 p. 100 annuellement, en termes réels, le budget de la défense nationale. Il ne l'a fait qu'une fois depuis quatre ans qu'il présente des budgets ici. Une fois seulement depuis quatre ans, et pendant les trois autres années il n'a pas rempli ses engagements envers l'OTAN, ce qui ne l'empêche pas de se vanter de tout ce qu'il fait pour la défense nationale.

On nous parle beaucoup des forces de réserve ces derniers temps, et je tiens à lire un commentaire consacré par le *Winnipeg Free Press* à la négligence dont fait l'objet la réserve des Forces armées. L'article dit:

Lorsque le ministre de la Défense Perrin Beatty a déposé son Livre blanc en juin dernier, il a dit: «Elle a été gravement négligée ces dernières années. Nous avons l'intention de faire en sorte que ces citoyens, qu'ils soient soldats, marins ou aviateurs, reçoivent la reconnaissance à laquelle ils ont droit, et nous leur accorderons une attention dont ils n'ont pas fait l'objet depuis plusieurs décennies.»